

AÏN-TÉMOUCHENT

**Les secteurs
de l'emploi et les
wakfs passés
à la loupe**

Deux dossiers importants ont fait l'objet du conseil de la wilaya tenu cette semaine par le chef de l'exécutif, il s'agit des dossiers de l'emploi et des affaires religieuses et wakfs.

Pour le premier dossier, à savoir l'emploi, il a été question du bilan de cette l'opération dans le secteur industriel dans la wilaya de Aïn-Témouchent. En effet, 5 718 postes offerts pour une demande d'emplois de 8 022 contre l'installation de 4 834 postes permanents et provisoire. Concernant le bilan de la Fonction publique, le bilan fait état de la création de 1 90 postes d'emplois, dont 1 045 de manière permanente.

Le directeur de l'emploi abordera l'efficacité des programmes étatiques mis en place par les pouvoirs publics où il fait mention de 12 471 demandes d'emploi, alors que les postes offerts datent de 2011 dont 1 853 installations dans les postes en 2015.

Le même responsable expliquera le contenu des aides étatiques pour la création de petites entreprises à travers l'Ansej au nombre de 240 PME pour un montant global de 1 101 848 646 DA et 212 autres PME à travers la Cnac pour un montant de 975 668 565,25 DA, ainsi que 2 439 projets financés dans le cadre de l'Angem et 85 projets d'investissements créés par l'Andi qui compte 1 115 postes d'emplois. Le même responsable ajoutera que 2 058 postes seront créés dans le cadre du nouveau programme de wilaya pour booster l'investissement.

Le second volet est relatif aux affaires religieuses et wakfs, le directeur du secteur brossera le bilan des activités de son secteur qui englobent entre autres : l'équipement des structures religieuses, l'apprentissage du Coran, la formation et l'enseignement de la culture islamique et toutes les stratégies émanant du programme du gouvernement et appliquées, selon les instructions du wali, à travers la valorisation du rôle social réalisé à travers le territoire de la wilaya, les journées de sensibilisation et orientations pour concrétiser des secteurs névralgiques et autres de caractère social, ainsi que la réalisation des projets d'investissement dans le domaine des biens des wakfs et d'autres projets d'intérêt au profit de la wilaya.

Le chef de l'exécutif, dans son intervention, a encouragé les concernés à multiplier les efforts dans ces actions de gestion et réalisation de projets d'investissements, il consentira à l'organisation d'une journée de travail, les jours prochains, pour réunir le directeur de l'emploi et les gestionnaires des entreprises administratives économiques afin d'élaborer un plan coordonné de l'opération de l'emploi. Il affirmera qu'il a annulé définitivement le projet de EOS en raison de son ambiguïté sur le travail et les objectifs qui lui sont assignés par ses initiateurs. Il ajoutera qu'il faut aider les propriétaires de projets d'investissements du programme de l'Anem d'une manière continue de la main-d'œuvre pour que l'agence Anem puisse jouer pleinement son rôle conformément à la loi du travail.

Enfin il demandera aux gestionnaires des communes et daïras de trouver des solutions nécessaires aux locaux commerciaux destinés aux jeunes chômeurs pour que ces locaux ne soient pas exposés à la destruction et dégradation alors qu'ils étaient censés être créés pour des projets d'investissements pour les jeunes.

S. B.

**À LA VEILLE DE LA VISITE DE TAHAR HADJAR
À TIZI-OUZOU**

**Guerre des mots entre les autorités rectores
et la coordination syndicale de l'UMMTO**

On assistera, certainement, ou pas, à l'occasion de la viste du MESRS, Tahar Hadjar, aujourd'hui samedi à Tizi-Ouzou, à une «une trêve des confiseurs» entre la coordination des trois syndicats et les autorités rectores de l'Université de Tizi-Ouzou qui se livrent à une guerre des mots qui laisse peu de place à la conciliation, à l'apaisement des tensions, via des communiqués et des rencontres avec la presse.

A la stratégie de tension permanente que semble adopter la CCUTO, coordination réunissant le Cnesto, le Snapap et la CLE, le syndicat des étudiants, l'administration rectorale répond par un bilan et les objectifs d'une gouvernance qui de l'aveu du P^r Ouardane et de ses collègues vice-recteurs, commencent à porter ses fruits, en termes de stabilité et d'avancées sur les plans de l'activité pédagogique, du déroulement des examens et de la recherche.

Une stabilité que les trois syndicats veulent saper et perturber, selon le recteur et ses collaborateurs qui se sont adonnés, lors de la conférence de presse de jeudi dernier, à une sorte d'exercice de réfutation, en rejetant tous les arguments des trois syndicalistes, notamment des étudiants de la CLE dont «cette agitation répond aux instincts de ceux qui veulent ternir l'image de l'université Mouloud-Mammeri en l'affublant de l'étiquette d'espace de grèves et de contestations récurrentes.

Ceux-là qui qualifient la situation de chaotique au nom de l'exercice du droit syndical sont eux-mêmes les instigateurs de la recherche du chaos, profitant de perturbations estudiantines pour affûter leur rhétorique diffamatoire», lit-on sur le communiqué du rectorat distribué aux journalistes.

Le P^r Ouardane et son équipe rectorale réfute les dires des syndicalistes qui l'accusent d'être fermé au dialogue et de refuser la concertation avec les partenaires sociaux. Le recteur s'en défend et affirme que sa démarche est basée sur une approche participative et partenariale et l'ouverture au dialogue à condition de poser des problèmes concrets ; «la démarche suppose l'engagement de tous les partenaires, à condition qu'ils soient représentatifs et posent des problèmes concrets ; toute l'équipe rectorale est à l'écoute des revendications lorsqu'elles sont légitimes. Parfois, il y a de l'agitation et surenchère», dira le professeur Ouardane qui entend mettre les balises régle-

mentaires et éthiques pour un dialogue social à l'université.

«Les syndicats doivent s'inscrire dans une logique de partenaire et non de co-gestionnaires», tranche-t-il, rappelant que des syndicats (la CLE, ndlr) se sont signalés par la violence dans la revendication, citant le cas des étudiants de ce syndicat d'avoir voulu être reçus par la force et en exerçant la pression sur les responsables.

La doyenne de la Faculté des sciences économiques a été visée par une campagne de diffamation et le doyen de la Faculté des sciences a fait l'objet d'une menace physique par un étudiant exclu pour une année pour des raisons disciplinaires», signalent les animateurs de la conférence de presse.

Reconnaissant «l'existence de difficultés d'ordre matériel, infrastructurel, voire un manque d'encadrement pallié par le recours à la vacation, en raison d'une rentrée particulièrement difficile (croissance des effectifs de 14,5%, retards dans la livraison des nouvelles structures pédagogiques prévues, organisation des emplois du temps par campus)», M. Ouardane et l'équipe rectorale trouvent «inadmissible que des groupes d'étudiants, parfois issus d'autres Facultés, empêchent leurs camarades d'accomplir leurs examens du premier semestre par l'usage de la violence et de

moyens étrangers à la vie universitaire, souvent pour des raisons subjectives.

Pour rappel, une bonne partie de ces étudiants qui ont fait l'objet de sanctions disciplinaires prises par les organes légaux de l'université, continuent à semer le doute et la panique parmi leurs camarades par la désinformation, relayés en cela par une certaine presse avide de scoops, tout en s'en prenant violemment aux responsables de l'université et des Facultés ciblées par l'agitation».

M. Idir Ahmed Zaïd, vice-recteur à la planification et à la prospective et son collègue de la recherche, M. Ameur, reviendront, certainement, sur le bilan chiffré des réalisations dans leurs départements respectifs devant le MESRS qui sera aujourd'hui à Tizi-Ouzou. «Une viste qui est prévue de longue date et ne répond nullement à l'invitation ou à la volonté de la coordination des syndicats», affirme le P^r Ouardane. Celui-ci contredit ainsi ses détracteurs de la coordination syndicale qui a demandé, par écrit, à rencontrer Tahar Hadjar. La colère des syndicalistes de la CCUTO n'est

pas tombée ; au contraire, elle s'est exacerbée, suite à la tenue de la conférence de presse et au communiqué du rectorat, dénonçant : «Les masques tombent, les va-t-en guerre s'affichent».

S. A. M.

APW DE ANNABA

Une session en l'absence des élus PT et RND

Au deuxième jour de la session ordinaire, ce dernier jeudi, de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Annaba, et contrairement aux critiques visant le secteur de l'environnement de la veille, une certaine satisfaction était exprimée par les élus lors de la présentation de la situation du secteur de la formation professionnelle.

Jugée par une majorité d'intervenants proche de la réalité, la lecture du rapport par le directeur de ce secteur a donné lieu à des propositions pour étoffer les structures de la formation par deux nouveaux instituts. Le premier pour le tourisme et d'hôtellerie et l'autre destiné aux travaux publics et gestion de l'eau. Il a été question ensuite de trouver une solution au problème vécu par le centre de Kouba dont une partie est squattée par des riverains.

L'autre dossier traité par la session relevait du tourisme, un secteur qui peine à trouver ses marques dans cette contrée pourtant réputée pour ses merveilleux atouts naturels. Le directeur du tourisme local a abordé dans son

rapport le Plan d'aménagement touristique (PAT) dans la wilaya. Il fera part à ce sujet du développement du secteur dans le cadre de l'extension de la zone touristique à Annaba, El Bouni et Chétaïbi. Ce qui permettra, selon lui, la création de 4.000 postes d'emploi.

Tenue en l'absence des élus des partis du RND et du PT (une douzaine sur les 39) qui avaient exprimé leur désaccord quant à la manière avec laquelle était élu le président de l'APW, un proche du vice-président de l'APN et comme lui, élu FND puis passé au FLN.

Son élection est intervenue en remplacement du titulaire du poste élu quant à lui au Sénat.

Mais ce boycott n'a pas empêché le reste des élus, dont une majorité FLN, de voter à l'unanimité et pour cause, les propositions avancées concernant le mouvement opéré au sein de la composition du bureau permanent de l'APW après le retrait de celui-ci des élus PT et RND. Tout comme il y avait l'adoption de la proposition portant sur la réalisation de 24 logements de fonction au profit de la wilaya.

Comme lors de la première journée, le wali, Youcef Cherfa, était intervenu à la fin des débats pour apporter des éclaircissements et précisions relatifs à des sujets abordés par les élus. Il fera part ainsi de l'accord octroyé par ses services à des dizaines de projets d'investissement productifs, la poursuite de l'éradication de l'habitat précaire et la volonté concernant le respect des lois de l'urbanisme. «Plus d'une centaine de constructions illicites ont été démolies», a-t-il indiqué à ce propos.

L'amélioration de l'alimentation en eau potable et le traite-

ment des eaux usées des agglomérations du couloir de la RN 44 par la prochaine mise en service d'une station d'épuration, la livraison de 6 000 logements sur les 12 000 en chantier à Draâ Errich avant la fin de l'année en cours, la mise en service depuis le 1^{er} mars courant de l'entreprise publique de gestion réfléchie des ordures ménagères «Big Bouna Propre».

Le premier responsable de l'exécutif de la wilaya de Annaba a également relevé l'urgence de l'achèvement des travaux d'extension du centre d'enfouissement technique de Berka Zerga dont la saturation est prévue en juin prochain.

Enfin, pour préserver la sécurité des citoyens et lutter contre la délinquance sous toutes ses formes, le wali a annoncé la mise en service prochainement de caméras de surveillance aux endroits stratégiques du chef-lieu de wilaya, initiative qui, dira-t-il, sera étendue aux autres centres urbains de la wilaya.

A. Bouacha